

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 28/06/2018 au 04/07/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Election du nouveau Président / Annonces économiques

Andrés Manuel López Obrador (AMLO), candidat de gauche élu aux élections présidentielles le 1^{er} juillet, a présenté son équipe de transition et rappelé le cadre économique et financier de son mandat.

Au sein de son équipe de transition, un binôme « économique et financier » a été nommé : Alfonso Romo qui sera le futur Secrétaire Général de la Présidence, et Carlos Urzúa futur Ministre des Finances. Ces derniers ont confirmé les lignes directrices de la politique économique d'AMLO annoncées lors de sa campagne :

- Respect de l'autonomie de la Banque Centrale ;
- Maintien d'un régime de taux de change flottant ;
- Discipline financière et fiscale ;
- Lutte contre la corruption ;
- Audit de la légalité des contrats signés dans le cadre de la réforme énergétique ;
- Aucune augmentation d'impôt ;
- Politique économique centrée sur le marché intérieur et la protection des plus démunis (augmentation du salaire minimum).

Au lendemain de l'annonce de son élection, AMLO s'est entretenu avec le Président actuel, Enrique Peña Nieto. Ils ont assuré qu'ils coopéreraient durant la période de transition, notamment dans le cadre de la renégociation de l'ALENA et du projet de loi de finances 2019. L'équipe de transition commencera son travail auprès de l'actuel gouvernement dès qu'AMLO aura été confirmé « Président élu » par le Tribunal électoral.

AMLO et Carlos Urzúa ont dévoilé certains détails sur le projet de budget 2019. Certains secteurs devraient bénéficier d'une augmentation des dépenses publiques : c'est le cas de l'investissement public en infrastructures qui pourrait atteindre 1% du PIB **ou encore des dépenses en programmes sociaux** qui représenteraient 0,7% du PIB. Pour financer ces programmes sociaux promis par AMLO lors de sa campagne, le futur gouvernement entend faire des économies sur les 147 programmes fédéraux actuels. Priorité sera donnée à la revalorisation des retraites et aux mesures de soutien aux jeunes (études, entrée sur le marché du travail, etc.) qui coûteront respectivement 35 Mds de pesos (1,8 Mds USD*) et 90 Mds de pesos (4,6 Mds USD*). Parallèlement, le futur gouvernement entend faire des économies sur les assurances médicales privées et les assurances vie (-7 Mds de pesos – 360 MUSD*) et en diminuant significativement les salaires des hauts fonctionnaires (-8 Mds de pesos – 412 MUSD*).

Le Conseil de Coordination des Entreprises, plus importante fédération représentant le secteur privé au Mexique (*Consejo Coordinador Empresarial – CCE*), a rencontré AMLO et s'est engagé à travailler conjointement avec le futur gouvernement durant la période de transition. Dans le cadre du programme d'aide pour les jeunes proposé par AMLO (« Jóvenes construyendo el futuro »), la CCE a déclaré que les entreprises concernées étaient disposées à financer des infrastructures et des tuteurs afin de soutenir l'apprentissage dans le pays.

La Confédération Patronale du Mexique (Coparmex) insiste, elle, sur la nécessité de créer un « Conseil Fiscal Indépendant » pour assurer la stabilité de la transition gouvernementale. Carlos Urzúa a indiqué que le nouveau gouvernement d'AMLO appuierait cette initiative et a rappelé que c'est également une proposition des organisations internationales.

Carlos Urzúa s'est enfin exprimé sur la question controversée du nouvel aéroport de la ville de Mexico. 3 options sont envisagées : continuer (sur financement public) le chantier d'ores et déjà initié; faire appel aux

*Taux de change au 04 juillet 2018 : 1 USD = 19,43 MXN

financements privés via une mise en concession ; ou conserver l'actuel aéroport et agrandir l'aéroport militaire de Santa Lucía situé dans l'Etat de Mexico afin que la ville bénéficie de 2 aéroports.

Relations Mexique / Etats-Unis

Jesús Seade, l'économiste désigné par AMLO comme futur chef négociateur mexicain pour la renégociation de l'ALENA, devrait être affecté à l'équipe actuelle pour assurer la transition. Cela reflète le choix d'AMLO de soutenir l'équipe actuelle menée par Ildefonso Guajardo. Cette décision a notamment été saluée par Moisés Kalach, coordinateur du Cuarto de Junto (groupe représentant le secteur privé mexicain qui conseille la délégation mexicaine lors de négociation).

Jesús Seade considère que la signature de l'ALENA pourrait avoir lieu avant décembre. Il estime que l'échéance électorale du 1^{er} juillet était un obstacle à la signature d'un accord sous le mandat d'Enrique Peña Nieto mais a indiqué avoir des idées pour dialoguer avec Donald Trump sans affaiblir significativement la position mexicaine. Il considère que les exigences de contenu automobile régional doivent être maintenues au niveau le plus faible possible : selon lui, les 70% offerts par Ildefonso Guajardo (actuel ministre de l'Economie) sont trop élevés. Il a également refusé la proposition américaine d'augmenter les salaires des travailleurs de l'industrie automobile mexicaine (même si AMLO souhaite augmenter les revenus du travail des mexicains généralement, l'ALENA n'est pas considéré par J.Seade comme un vecteur approprié, dans le sens où cela privilégierait un secteur sur l'autre).

Economie

Les analystes de la Banque Centrale du Mexique (Banxico) ont revu leurs prévisions de croissance en légère hausse : 2,29% en 2018 et 2,34% en 2019 (contre 2,26% et 2,24% initialement prévues). Leurs prévisions anticipent également une légère détérioration de l'inflation de 3,92% à 4,06% pour la fin 2018 et de 3,63% à 3,65% pour 2019.

Les analystes du groupe financier Banorte sont moins optimistes et prévoient une croissance économique de 1,8% en 2019, lors de la 1^{ère} année de mandat d'AMLO. Banorte justifie cette prévision par une croissance traditionnellement plus faible lors de la première année de mandat. Cela s'explique principalement par la diminution significative des dépenses publiques, mais aussi de l'investissement privé généré par l'incertitude électorale observée chaque première année de mandat depuis 1995.

Les spécialistes estiment quasi-certain que Banxico augmentera de nouveau ses taux directeurs en août prochain, selon les données de Bloomberg. Alberto Ramos, économiste chez Goldman Sachs, s'attend à ce que les risques d'inflation se matérialisent, notamment par une nouvelle dépréciation du peso et une augmentation du prix de l'énergie. Un ajustement de la politique monétaire est donc à prévoir. La semaine dernière, Javier Guzman, sous-gouverneur de Banxico, a confirmé aux marchés que l'autorité monétaire était prête à relever son taux d'intérêt.

Les agences de notation Moody's, Standard & Poor's et Fitch Ratings maintiennent leurs notes souveraines (à A3 pour Moody's et BBB+ pour S&P et FR) pour le Mexique. Elles estiment toutefois que la victoire d'AMLO accentue les risques pour les secteurs énergétique et notamment pétrolier et pourrait augmenter la volatilité de la devise mexicaine. Cela s'explique en grande partie par l'incertitude générée par le candidat sur la réforme énergétique mise en place par Enrique Peña Nieto. En effet, le futur Président a exprimé à maintes reprises son scepticisme concernant cette réforme et sa volonté de protéger la production nationale. De telles incertitudes, qui pourraient notamment se traduire par une remise en cause de la réforme, risquent d'avoir de fortes répercussions sur l'investissement étranger et par conséquent sur la production de pétrole et la croissance économique. Standard & Poor's a par ailleurs invité AMLO à ne pas mettre en place de politiques qui conduiraient à un freinage de la croissance économique sous peine d'un abaissement de la note actuelle.

Record historique en mai dernier, les transferts de fonds (remesas) à destination du Mexique ont atteint plus de 3 Mds USD, +20% par rapport à la même période de l'année précédente (Banque Centrale). Ce chiffre représente la plus grande captation de dollars sur un mois depuis que la Banque Centrale du Mexique tient des registres (1995). Ce résultat est dû à la croissance de l'emploi aux Etats-Unis (d'où provient la très grande majorité des remesas reçus par le Mexique) ainsi qu'à la peur suscitée par la politique migratoire de Donald Trump.

*Taux de change au 04 juillet 2018 : 1 USD = 19,43 MXN

Les marchés financiers mexicains ont enregistré une vague de ventes le jour après les élections présidentielles. L'indice des prix et cotisations (S&P/BMV IPC) a chuté de 2,12%, sa plus forte baisse depuis février de cette année. Cette baisse est principalement due aux négociations avec l'ALENA. En juin l'indice boursier avait pourtant gagné plus de 7%, ce qui en avait fait la bourse la plus performante du mois.

En 2017, le Mexique a été le pays d'Amérique Latine et Caraïbes où la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a financé le plus grand nombre de projets. L'année dernière, 6 initiatives mexicaines ont reçu un financement au travers de la Société Interaméricaine d'Investissement (filiale privée de la BID), dont 3 alloués au secteur énergétique, pour un montant total de 157 MUD.

Entreprises et grands contrats

Automobile : les ventes de véhicules légers ont diminué de 8,4% au premier semestre 2018, et de 6% en juin (g.a.). C'est le 13^{ème} mois de baisse consécutif. Ce phénomène est dû aux incertitudes liées à l'ALENA, aux élections présidentielles mexicaines, à la volatilité des taux de change et à l'inflation. A titre d'exemple, Kia a vu ses ventes

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 04/06/2018
Bourse (IPC)	+0,93%	-5,44%	47 318,52
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,36%	+6,15%	207
Taux de change USD/Peso	-3,14%	+6,76%	19,43
Taux de change Euro/Peso	-3,09%	+9,22%	22,62
Prix du baril de pétrole (USD)	+3,03%	+60,7%	68,96

diminuer pour la 1^{ère} fois en 3 ans tandis que Volkswagen et Nissan continuent de perdre du terrain.

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

En 2017, la BCIE a octroyé 75 MUSD aux PME dites « vertes » d'Amérique Centrale : l'opération a pour but d'identifier et de mesurer les sources d'énergie renouvelable au sein des PME régionales. Au Honduras et au Costa Rica, les programmes pour les PME de la BCIE relatifs aux énergies renouvelables ont aidé à orienter les entreprises vers des options limitant leur impact environnemental. Au Guatemala et au Salvador, ces programmes ont

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

impulsé de nombreuses startups ouvrant de nouveaux services digitaux. Au Nicaragua, l'accent a été mis sur l'intégration des femmes.

Le PIB du Costa Rica a augmenté de 3,2% (g.a.) au 1^{er} trimestre 2018 (Banque Centrale). Cette croissance est principalement due à l'augmentation de la consommation domestique ainsi que de la demande externe.

Au Costa Rica, les recettes issues du secteur touristiques ont augmenté de 7% (g.a.) au 1^{er} trimestre de l'année pour atteindre 1,2 Md USD. Cela s'explique en grande partie par l'amélioration de la connectivité aérienne du pays.

Le ministre des Finances costaricain envisage d'émettre des titres de dette sur le marché international de 1 Md USD par an, pendant 4 ans. Cela permettra de limiter la pression sur les taux d'intérêt locaux. Le marché international reste très intéressé par les obligations costaricaines malgré les dégradations de sa note souveraine, le déficit budgétaire et l'approbation législative nécessaire à cette réforme. En revanche, si le projet est approuvé, le pays pourrait être confronté à un excès de dollars qui amènerait le colon à s'apprécier. Les exportateurs craignent que cette annonce génère des perspectives d'appréciation du colon, affectant négativement la compétitivité des exportations.

Au 1^{er} trimestre 2018, la production costaricaine a enregistré une croissance de 3,2%, contre 3% au 1^{er} trimestre 2017. Cette croissance s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages qui a crû

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

de 2,9% (g.a.). La dépense publique a connu une augmentation de 2,5%. L'investissement a également augmenté de 10,5%, grâce à la hausse des investissements privés dans les travaux résidentiels, contrebalançant la baisse des investissements dans les machines et équipements. De plus, la demande extérieure a enregistré une croissance de 6,1%, portée par les ventes d'ananas et de produits manufacturés. Les importations de biens ont diminué de 0,1% en raison de la baisse de la demande de véhicules et d'hydrocarbures, tandis que les importations de services ont progressé.

Les IDE reçus par le Honduras durant le 1^{er} trimestre de l'année ont atteint un montant de 318 MUSD au 1^{er} trimestre 2018, soit 2% de plus que lors de la même période de l'année précédente (Banque Centrale). Ces investissements étrangers ont majoritairement été à destination de l'industrie manufacturière (45%), des services

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

(22%) et du secteur du transport, du stockage et des télécommunications (11%).

Les IDE reçus par le Guatemala au 1^{er} trimestre de l'année ont chuté de 7% par rapport à la même période de l'année précédente (Banque Centrale du Guatemala). Sur les 293 MUSD reçus par le pays sur cette période, 32% étaient destinés au secteur électrique et 20% au secteur manufacturier. On note une forte augmentation de la proportion d'investisseurs latino-américains : la Colombie a été le 1^{er} investisseur du pays au premier trimestre 2018, suivie par le Mexique puis par les Etats-Unis et l'Amérique Centrale. Les prévisions sont revues à la baisse pour la troisième année consécutive, avec une projection de 1,2 MUSD pour 2018.

Les pertes relatives à l'éruption du Volcan de Fuego représenteraient 0,1% du PIB, d'après un récent rapport de la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL). La Banque centrale de Guatemala (Banguat) estime que les conséquences auraient pu être pires et que de nombreux indicateurs permettent de rester optimistes quant à la situation économique du pays. Malgré des exportations en baisse de 2%, les importations (+6,8%) et les transferts des migrants (+8,8%) permettent de maintenir des prévisions de croissance de l'ordre de 3 à 3,8% pour 2018.

Le Ministère de l'économie du Guatemala (Mineco) a mis en place l'atelier Incubba afin d'encourager le développement de brevets. L'initiative permettrait d'accélérer le processus d'obtention de brevet. L'évènement se terminera par un enregistrement au Système International de Brevet (PTC) appuyé par le bureau des brevets et marques des Etats-Unis (USPTO). Le droit de la propriété intellectuelle est une question de plus en plus en vogue au Guatemala, car jusque-là encore peu règlementée. L'Ambassade de France au Guatemala a d'ailleurs réalisé un évènement concernant le droit de la propriété dans le monde du cinéma les 11 et 12 juin derniers.

*Taux de change au 04 juillet 2018 : 1 USD = 19,43 MXN

Le Guatemala investit 4,5MUSD en promotion touristique internationale afin d'attirer les visiteurs américains et européens. L'Institut Guatémaltèque du Tourisme (INGUAT) souhaite promouvoir le volet écotouristique et historique du pays. A titre d'exemple, une affiche est actuellement exposée dans l'aéroport Charles de Gaulle à Paris. L'objectif de cette campagne est d'atteindre une progression de +7% dans les visites et ainsi à atteindre 2,25 M de

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

touristes étrangers en 2018 (2,11 millions en 2017).

Le Nicaragua a reçu 609 MUSD de remesas au cours des 5 premiers mois de l'année, soit une augmentation de 10% par rapport à la même période de l'année précédente. Plus de la moitié de ces transferts provenaient des Etats-Unis (56%), suivis par le Costa Rica (20%) et l'Espagne (11%).

La crise économique et sociale que traverse le pays est la plus sanglante depuis la révolution sandiniste de 1980. Celle-ci se convertit maintenant en une demande générale de démission du président Ortega (au pouvoir depuis 11 ans) par la société civile mais aussi le secteur privé dont le groupe Pellas (groupe le plus puissant du pays). L'Union Européenne (UE) appelle à un arrêt des violences et de la répression au Nicaragua et encourage la poursuite du dialogue, qui piétine toujours actuellement. L'UE recommande au gouvernement de respecter les directives de la Commission Internationale des Droits de l'Homme, qui dénonce récemment de nombreux assassinats, tortures et détentions arbitraires. Le bilan actuel est de 285 morts.

L'entreprise pétrolière Statoil a commencé sa recherche de réserves de pétrole sur la côte pacifique du Nicaragua. Le navire « Polarcus Asima » est arrivé mardi 26 juin 2018 au port de Corinto et a directement commencé

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

son exploration. Avec l'autorisation du gouvernement nicaraguayen, Statoil a investi 51,2 MUSD dans cette exploration depuis 2016 et prévoit l'extraction de 300 millions de barils de pétrole.

Le PIB salvadorien a enregistré une croissance de 3,4% (g.a.) lors du 1^{er} trimestre de 2018 (Banque Centrale). Cette croissance a majoritairement été impulsée par l'augmentation de la demande interne elle-même favorisée par la hausse de la consommation privée et de l'investissement. La demande externe a quant à elle bénéficié d'un contexte international favorable, en particulier lié à l'économie des Etats-Unis.

Le port d'Acatjula construira 3 nouveaux quais afin de répondre à la forte demande : l'investissement prévu est de 156 MUSD d'après l'entreprise coréenne DY Engineering – qui a réalisé une étude pour la commission portuaire autonome (CEPA). Acatjula pourra recevoir entre 970 000 et 1,2 millions de tonnes de marchandises. A l'horizon 2040, il faudra 2 quais supplémentaires, ce qui amène l'investissement global à une projection d'entre 158 MUSD à 276 MUSD.

Le ferry El Salvador-Costa Rica, destiné au transport de marchandises, commencera son activité vers la fin juillet. Le projet, débuté il y a plusieurs années mais laissé à l'abandon, permettra de palier à la crise du transport routier que vit l'Amérique centrale depuis l'impasse politique nicaraguayenne. Les flux de marchandises entre le Salvador et le Costa Rica s'élèvent à 5000 conteneurs mensuels, avec en moyenne 100 conteneurs hebdomadaires ; le ferry n'est pas vu comme une solution en soi mais allègera le trafic routier.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a à nouveau insisté pour que le Salvador relance son Conseil Supérieur du Travail (CST), inactif depuis 2013. Cette organisation permet de gérer les conflits employeurs/employés et de représenter les différentes institutions (syndicats et secteur privé notamment). L'OIT a interpellé plusieurs fois le Salvador (depuis 2015) car il s'agit d'un organe obligatoire pour la régulation du travail et l'a même fait comparaitre devant la Commission d'application des normes de l'OIT à Genève en 2017. Cependant,

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

malgré les discussions locales et internationales, la situation semble paralysée.

*Taux de change au 04 juillet 2018 : 1 USD = 19,43 MXN

Le Ministre de l'Economie et des Finances du Panama, Dulcidio De La Guardia, a présenté sa démission. En poste depuis 2014, son bilan a été marqué par une croissance annuelle de 5,2%. L'inflation s'est réduite à moins de 1%, et les IDE ont atteint 5,3 Mds USD (8,6%) du PIB, en 2017. La dette a été maintenue sous les 40% du PIB durant son mandat, conformément à la Loi de Responsabilité Sociale et Budgétaire (LRSB), et le déficit budgétaire est passé de 3,2% à 1,7%, entre 2014 et 2017. Cependant, certains projets sont toujours en attente : une loi pénalisant la fraude fiscale que le Ministère considérait comme sa priorité, la modernisation du système financier du pays et les amendements à la LRSB et du Fonds d'épargne souveraine. Eyda Varela de Chinchilla, cousine du Président Varela, a été nommée nouvelle ministre de l'Economie et des Finances.

Un consortium chinois remporte le contrat pour la construction du quatrième pont au Panama. Dans des conditions chaotiques marquées par une annulation du verdict de la première commission d'évaluation des offres et la constitution d'une nouvelle commission qui a statué en cinq jours, le groupe asiatique Consorcio Panama Cuarto Puente (CHEC-CCCC) a gagné l'appel d'offre avec une proposition de 1,42 Md USD. L'entreprise espagnole Dragados qui a obtenu une meilleure note technique, s'est retirée de la course. Les travaux commenceront en 2019 et devraient durer 42 mois.

Entre 2014 et 2018, 4 Mds USD ont été investis dans les projets clés en main, signés au cours de l'administration précédente. Le Ministre des Finances a affirmé que des ajustements financiers ont été faits pour assumer le coût de ces projets, via un affacturage payé sur plusieurs exercices budgétaires. Au cours des 4 dernières années, 66% des projets d'investissement ont été financés par des fonds propres. Le solde des projets clés en main réalisés par cette administration atteint 3 Mds USD. Ce montant inclut la construction de ligne 2 du métro, la première phase de la route des plages et l'élargissement de la voie vers Arraiján, ainsi que l'extension de la ligne 2 jusqu'à Tocumen.

Standard & Poor's confirme sa note souveraine du Panama à BBB mais améliore ses perspectives de stables à positives. Cette évolution reflète la croissance du PIB, l'efficacité des politiques souveraines, la gestion prudente des finances publiques et de la dette, ainsi que les actions du gouvernement pour améliorer la transparence et la supervision du système financier. S&P souligne les efforts du gouvernement pour encourager l'investissement privé afin de stimuler l'activité économique liée au Canal et ses activités connexes. S&P reconnaît également les progrès accomplis ces dernières années dans l'échange automatique d'informations fiscales avec 33 pays. Enfin, selon l'agence, les perspectives de croissance économique du Panama sont élevées, malgré la croissance plus faible prévue

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Barbade

2016 – PIB : 4,6 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

pour 2018 en raison de la grève dans le secteur de la construction.

Les discussions avec le FMI commencent cette semaine, en vue d'un accord avec la Barbade. Le gouvernement a déjà annoncé que la dette sera restructurée : elle représente actuellement 171% du PIB. Par conséquent, durant la visite du FMI, beaucoup de réunions se concentreront sur la dette, non seulement entre le Fonds et le gouvernement mais aussi avec les créanciers domestiques et étrangers. La Première Ministre a affirmé que des mesures correctives économiques et budgétaires sont nécessaires pour la placer dans sur trajectoire soutenable.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

D'après le dernier bulletin mensuel de la Banque Centrale, la croissance de l'économie dominicaine a atteint 6,6% sur les 5 premiers mois de l'année 2018. L'économie est notamment tirée par le secteur de la construction (+15,1%), les zones franches (+10,6%), le commerce (+8,5%) et la santé (+8,4%).

*Taux de change au 04 juillet 2018 : 1 USD = 19,43 MXN

Selon la BRH, Haïti a enregistré une inflation interannuelle de 12,7% et une variation mensuelle de 1,3% en mai (1,2% en avril). L'évolution de l'indice des prix à la consommation durant le mois de mai s'explique par la hausse des prix de l'alimentation, des boissons et du tabac (+1,3% g.m.), de l'habillement, des tissus et des chaussures (+1,6 % g.m.), de l'aménagement et de l'entretien du logement » (+1,3% g.m.) et du domaine de la santé (+1,7% g.m.).

L'Union Européenne a annoncé le 29 juin le versement d'une aide budgétaire de 30 M€ (2,3 Mds de gourdes) au profit du Trésor haïtien pour appuyer la réforme de l'Etat. Ce versement s'inscrit dans le cadre du 2^{ème} programme d'appui budgétaire à la consolidation de l'Etat qui couvre la période 2018-2021, afin de soutenir Haïti dans son programme de réformes économiques, de modernisation et de dynamisation du fonctionnement de l'Etat.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

L'enveloppe totale de ce programme s'élève à 120 M€ (9,3 Mds de gourdes).

Les relations commerciales entre la Chine et la Jamaïque progressent. En effet, entre 2000 et 2017, le commerce bilatéral est passé de 58 MUSD à 382 MUSD, soit une augmentation de 559%. La Jamaïque est le premier partenaire commercial de la Chine dans les Caraïbes anglophones. De plus, la Chine est le 3^{ème} fournisseur et le 1^{er} émetteur d'IDE du pays, comme en témoignent les projets impliquant près de 16 entités chinoises dont les activités ont généré près de 10 000 nouveaux emplois. Par ailleurs, Jiuquan Iron and Steel Company (JISCO), qui va exploiter la raffinerie Alpart d'alumine, prévoit d'investir 6 Mds USD pour développer des installations et la capacité de production d'Alpart ainsi que pour développer le parc industriel Jamaïque-Gansu et la Zone Economique Spéciale.

Nestlé prévoit d'augmenter sa présence en Jamaïque. L'investissement de 12,5 MUSD de Nestlé Jamaïque pour la construction d'un nouveau siège social et d'un centre de distribution a déjà permis à la société de réaliser des bénéfices. L'entreprise suisse a décidé d'élargir ses opérations en Jamaïque pour inclure le suivi du Nord des Caraïbes. Par ailleurs, en décembre 2017, Nestlé a restructuré ses opérations à Trinité-et-Tobago qui gèrera la distribution et la commercialisation pour la région Sud des Caraïbes.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.